

La République du Centre, 9 juillet 2018

POLITIQUE

Les parlementaires loirétains tous au Congrès de Versailles

Aujourd'hui, à Versailles, le chef de l'État va faire une déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale et le Sénat, à l'occasion du Congrès.

À l'échelle nationale, certains élus s'apprêtent à le boycotter. Dans le Loiret, cela ne sera pas le cas.

Même si, à droite, le cœur n'y sera pas. Jean-Pierre Door, député LR (Les Républicains), fera « acte de présence physique, mais pas morale. On n'attend rien de ce qui va être annoncé. C'est une grande commedia dell'arte. J'écouterai Christian Jacob, notre président de groupe, pour le soutenir et je m'en irai. »

Comme la députée Marianne Dubois, qui souligne que ce Congrès est « une institution de la République et qu'y aller est normal », Claude de Gagnay, député LR, sera présent « par esprit républicain. Mais quand on sait que le Président de la République fait son intervention et s'en va après... Il ne sera même pas là pour écouter les groupes politiques ! » Et d'ajouter : « Ce Congrès, c'est un coût important pour pas grand chose... »

« Quand on voit ce que c'est devenu »

Le sénateur Jean-Noël Cardoux reconnaît : « L'an dernier, j'avais compris cet événement. Le président venait d'être élu. C'était normal qu'il affiche son programme. Mais quand on voit ce que c'est devenu ! [...] A l'heure où on est en session extraordinaire avec beaucoup de textes importants à voir, je pense qu'il aurait été préférable de conserver cette demi-journée pour tra-



PRÉSIDENT. Devant les députés et sénateurs. AFP

vailler nos textes. » Le sénateur Hugues Saury est plus mesuré : « Ça sera la première fois que j'y assiste. J'attends de l'écouter pour me faire une idée. »

« Le risque : banaliser cette procédure »

À gauche, le sénateur socialiste Jean-Pierre Sueur, « respectueux de la constitution et des prérogatives du Président », sera bien à Versailles, mais pense que « ce n'est pas une bonne chose que de ritualiser cette convocation des parlementaires. Le risque est de banaliser cette procédure qui, à mon avis, doit rester exceptionnelle : soit pour changer la constitution, soit en cas d'événement exceptionnel. »

Ce Congrès est au contraire, selon Stéphanie Rist, députée LREM, qui sera présente comme Caroline Janvier, l'occasion « de mettre en cohérence l'action internationale et la politique nationale, de montrer qu'il n'y a pas de cloisonnement dans cette politique. » Richard Ramos, député MoDem du Loiret, de la majorité présidentielle, attend, lui, « d'en savoir plus sur le volet social. » ■

Aurélié Richard